

LES SOCIALISTES ET LA DRÔLE DE GUERRE (SEPTEMBRE 1939-MAI 1940)

Benoît Kermoal

La période de la "drôle de guerre" s'étend du 3 septembre 1939, date de la déclaration de guerre de la Grande-Bretagne et de la France à l'Allemagne, à mai-juin 1940, au moment où débute l'invasion du territoire français. Quatre-vingts ans après, Benoît Kermoal revient sur l'attitude des socialistes dans ces quelques mois où les tensions sont vives au sein de la SFIO. Il décrypte les idées et les hésitations des socialistes.

Le 1^{er} octobre 1938, à l'issue de la crise de Munich, Léon Blum écrivait dans *Le Populaire* : « La guerre est écartée. Le fléau s'éloigne. La vie est redevenue naturelle. On peut reprendre son travail et retrouver son sommeil. On peut jouir de la beauté d'un soleil d'automne^[1]. » Moins d'un an plus tard, la situation est totalement différente : les accords de Munich n'avaient fait que retarder la volonté hégémonique de l'Allemagne nazie en Europe. Peu à peu, Hitler a étendu son territoire au-delà des frontières de son pays, jusqu'à s'en prendre à la Pologne au cours de l'année 1939. Le 3 septembre, à 17 heures, la France déclare la guerre pour venir en aide à son allié polonais en proie à l'invasion nazie^[2]. La Seconde Guerre mondiale débute, mais, de septembre 1939 à mai 1940, le front entre la France et l'Allemagne est étrangement calme : c'est la « drôle de guerre » où les deux armées ennemies se font face sans combattre. Quatre-vingts ans plus tard, cette période demeure assez méconnue et, pourtant, elle permet de mieux comprendre comment les Français sont entrés en guerre. Coincée entre la crise de Munich et l'écroulement du régime républicain qui entraîne l'occupation allemande et la naissance du régime de Vichy en juillet 1940, ce court moment aide aussi à saisir les raisons de la fulgurante défaite de la France. La vie démocratique du pays se poursuit au rythme de l'évolution de la situation internationale, plusieurs centaines de milliers de Français sont mobilisés, mais, après les premiers jours d'angoisse, l'absence de grandes

offensives militaires pendant plusieurs mois entraîne une certaine lassitude de la population. Pourtant, le pays est bien en guerre et toutes les forces politiques doivent participer à l'effort de défense nationale pour protéger la patrie et les institutions républicaines. En ce qui concerne le mouvement socialiste, depuis l'automne 1938, les divisions internes sont très fortes au point que l'on attend à tout moment une scission au sein de la SFIO[3].

Tirailé entre le pacifisme et l'antifascisme, le parti de Léon Blum et de Paul Faure s'est enfoncé dans une crise profonde qui dure jusqu'à la défaite face à l'Allemagne.

Mais, une fois la guerre déclarée, il n'est plus question, du moins officiellement, de promouvoir l'idéal de paix : il faut faire face à l'ennemi et la guerre doit permettre d'arrêter le nazisme qui menace toute l'Europe. Néanmoins, les tensions demeurent au sein de la SFIO, et ces quelques mois de drôle de guerre sont à revisiter afin de mieux connaître les idées et les hésitations des socialistes de cette période. Comment défendre la patrie en tant que militants d'une organisation qui se réclame du « parti de la paix » ? Est-il possible de concilier l'esprit guerrier et l'idéal socialiste ? Faut-il se battre contre le nazisme ou le combat est-il perdu d'avance ? Toutes ces questions, et d'autres encore, font l'objet de débats souvent houleux au sein des rangs socialistes.

LA DRÔLE DE GUERRE ET L'ACTION POLITIQUE DES SOCIALISTES

La déclaration de guerre est précédée par le vote à la Chambre d'un budget de 75 milliards de francs demandé par le président du Conseil Édouard Daladier. Ce vote se fait sans débats et à l'unanimité. Les députés socialistes acceptent ces crédits militaires sans rechigner, la défense nationale étant acceptée par tous. La représentation nationale comprend que ce vote va déclencher l'entrée en guerre, d'autant que la mobilisation a été décidée quelques jours auparavant. À partir de là, la vie politique dans le pays est presque mise entre parenthèses. Édouard Daladier procède à un léger remaniement ministériel le 13 septembre, mais les socialistes refusent de participer au nouveau gouvernement. Pour Léon Blum, le président du Conseil n'a pas réussi à rassembler suffisamment de responsables politiques déterminés face à l'Allemagne : « Le parti n'a pas estimé que le ministère conçu par Édouard Daladier fût celui que la situation commande[4]. » Le gouvernement se compose, en effet, pour partie, de ministres qui ont toujours défendu l'apaisement face à l'Allemagne et, pour le leader socialiste, il aurait fallu, au contraire, constituer un ministère bien davantage déterminé à combattre le nazisme. Il précise régulièrement dans les jours suivants sa pensée dans les colonnes du *Populaire* : pour lui, les responsables de la guerre sont les nazis allemands et il faut donc les combattre, au nom des principes démocratiques et socialistes. Il associe la défense nationale et la défense des principes socialistes, et cela ne fait aucun doute pour lui. Une telle fermeté est cependant parfois atténuée lorsqu'il cherche à prendre en compte toutes les opinions que l'on trouve alors dans son parti. Mais ce qui est primordial, c'est avant tout l'idée qu'il y

a eu trop d'hésitations jusqu'à présent face à Hitler et qu'il faut dorénavant tout faire pour mettre fin à ce régime nazi. Cela ne doit pas se faire au prix d'un oubli de tous les principes que la SFIO a défendus jusqu'à cette entrée en guerre. Ainsi, lorsqu'Édouard Daladier souhaite le 30 novembre 1939 disposer de pouvoirs spéciaux afin d'imposer par décrets des décisions dans le cadre de la défense nationale, Léon Blum et le groupe socialiste s'y opposent sans pour autant réussir à infléchir la décision gouvernementale.

On retrouve cette intransigeance démocratique dans l'attitude qu'adopte le chef de file des socialistes à propos du PCF. Depuis la signature du pacte germano-soviétique le 23 août, les communistes français se sont placés à la marge de la vie politique française. Certains de leurs journaux sont interdits et, après l'entrée en Pologne de l'URSS à partir du 17 septembre, le gouvernement et l'opinion publique jugent que les communistes n'ont plus leur place dans la communauté nationale. Le PCF est officiellement dissous le 26 septembre 1939, avec l'assentiment des autres forces politiques du pays. Il faut dire que les communistes suivent dorénavant la ligne dictée par Moscou, à la fois marquée par le défaitisme révolutionnaire et l'idée que le conflit présent est une guerre impérialiste, où les forces de gauche n'ont rien à gagner, renvoyant dos à dos le régime hitlérien et l'alliance franco-anglaise. Cette dissolution est suivie d'une répression contre les militants communistes, qui est acceptée dans l'ensemble par les autres organisations ouvrières et la SFIO. Pourtant, Léon Blum et d'autres leaders socialistes tentent, à ce sujet, de trouver une voie étroite entre la conduite d'une guerre de défense nationale et le respect des libertés publiques. Mais les responsables du PCF, pour la plupart alors à l'étranger, ne sont pas reconnaissants envers un tel positionnement, tant leurs tracts et publications s'enfoncent dans la haine contre Léon Blum, perçu comme un suppôt de l'impérialisme et un traître à la cause ouvrière[5].

Même si la vie démocratique connaît des restrictions, aussi bien dans l'opinion publique qu'au sein des instances républicaines, la SFIO essaye de faire entendre une position respectant les principes du parti et les nécessités du contexte de guerre. La politique défensive à outrance prônée par l'état-major et le gouvernement entraîne cependant une lassitude parmi les Français, sentiment qui ne doit pas cacher les inquiétudes grandissantes. En mars 1940, le gouvernement Daladier n'a plus la confiance de la Chambre, et c'est Paul Reynaud qui devient président du Conseil. Homme de droite partisan d'une position de fermeté face à l'Allemagne, il reçoit alors le soutien des socialistes qui acceptent d'entrer dans le gouvernement. Mais la présence de ministres socialistes entraîne par contrecoup le refus du soutien de plusieurs députés issus des rangs de la droite. L'unité nationale n'est que de façade, et les divisions politiques sont toujours très présentes. À droite comme à gauche, on entend des voix pour défendre l'idée d'un compromis avec Hitler, position que le nouveau président du Conseil ne veut pas entendre.

Plusieurs ministres socialistes entrent donc au nouveau gouvernement, mais ce ne sont pas les responsables les plus en vue. Ainsi, Léon Blum, se

sachant haï par une partie des députés de la droite la plus conservatrice, n'est pas présent, mais un de ses fidèles, Georges Monnet, est nommé ministre du Blocus, poste essentiel en temps de guerre. Antimunichois, ce dernier a lancé depuis quelques mois un journal de tendance, *Agir pour la Paix, pour le socialisme*, qui regroupe les plus farouches partisans de la fermeté face au nazisme. La présence de membres de la SFIO dans le nouveau gouvernement montre la volonté des socialistes d'agir face à la menace allemande. Mais, si cette présence renforce l'unité nationale, elle ne doit pas cacher les nombreuses divisions qui minent alors le Parti socialiste.

DES DIVISIONS ET DES FRACTURES TOUJOURS VIVES

À l'entrée en guerre, le Parti socialiste est au bord de la scission. Deux principales tendances s'opposent sur des positions de plus en plus inconciliables. Sur ce point, la drôle de guerre présente un rôle paradoxal : c'est tout d'abord une période où les divisions semblent s'estomper pour afficher une position unique de défense nationale au sein de la SFIO. Mais c'est aussi là que des oppositions plus profondes se construisent, que des haines enfouies commencent à émerger et que des interrogations sur le bien-fondé même de l'idée socialiste apparaissent.

Ces tensions ont commencé à apparaître véritablement après la crise de Munich. Au congrès de Montrouge de décembre 1938, les socialistes sont très divisés : d'un côté, réunis autour de Paul Faure, le secrétaire général du parti, les partisans de la paix à tout prix ; de l'autre, sous l'égide de Léon Blum, ceux qui, au contraire, veulent s'opposer fermement au fascisme et au nazisme.

La politique extérieure est devenue un enjeu majeur au sein de la SFIO à la fin des années 1930. La montée en puissance des régimes fascistes et la crise de Munich provoquent des frictions de plus en plus importantes. Les partisans de Paul Faure sont en faveur de la paix et, pour cela, ils souhaitent éviter la guerre par tous les moyens. Il est nécessaire, selon eux, de négocier jusqu'au bout, trouver une politique de conciliation et accepter les demandes et les exigences d'Hitler afin de garantir la paix. Il ne faut surtout pas, en outre, revivre l'union sacrée et la situation de la Première Guerre mondiale, où les socialistes s'étaient montrés partisans de la défense nationale et de la guerre. Beaucoup de ces militants sont, en effet, des anciens combattants et ils analysent la situation politique du moment en ayant comme unique référence la situation de 1914. Ils ne comprennent pas, en particulier, la spécificité nouvelle du fascisme et considèrent que les socialistes n'ont pas à participer au déclenchement d'une nouvelle guerre. Le camp paul-fauriste est soutenu par d'autres regroupements plus pacifistes encore. C'est le cas en particulier de la tendance *Redressement*, qui regroupe les ultra-pacifistes de la SFIO^[6]. De son côté, Léon Blum, directeur du *Populaire* et chef de file des députés socialistes, souhaite une politique de fermeté. Il est en faveur d'une politique claire, au risque de fragiliser l'unité du parti. Il est soutenu sur ce point par Jean Zyromski, qui dispose d'une revue *La Bataille socialiste*. Dans cette dernière, Jean

Zyromski exprime son attachement à l'unité du mouvement ouvrier et son souhait de faire face à tout prix au fascisme, y compris par la guerre. Cette revue n'hésite pas non plus à critiquer les positions de Léon Blum, jugées trop conciliantes avec les paul-fauristes. En effet, l'idéal d'unité socialiste est consubstantiel de la SFIO depuis sa naissance, et beaucoup veulent préserver l'union, d'autant que des scissions ont eu lieu auparavant dans les dernières années.

Mais la situation internationale périlleuse renforce les divisions. Paul Faure continue de penser que la situation doit être traitée en gardant en tête le pacifisme et le nécessaire désarmement. Léon Blum, à l'opposé, considère que le fascisme est un phénomène nouveau, qui doit être affronté avec des moyens qui peuvent aller jusqu'à la guerre. Les partisans de Léon Blum font du conflit qui se prépare une opposition entre la démocratie et la dictature, ce qui oblige les socialistes à réagir pour défendre le régime républicain. Le congrès de Montrouge voit pour la première fois l'expression de la division entre blumistes et paul-fauristes, et ce sont les premiers qui en sortent majoritaires. Cependant, afin de garantir l'unité, ils acceptent de laisser à nouveau le poste de secrétaire général à Paul Faure. Dans les mois qui suivent, les tendances de la SFIO tentent de masquer leurs divergences, qui sont pourtant grandissantes. De nouveaux regroupements voient le jour, mais les rapports entre dirigeants se détériorent chaque jour un peu plus. Des amitiés se déchirent, des affrontements éclatent et un certain nombre de responsables s'enfoncent même dans l'antisémitisme, en raison de leur opposition à Léon Blum. Dans le camp de la paix, voyant que le Parti socialiste semble neutralisé en raison de ces multiples oppositions qui paralysent l'appareil et freinent toute discussion, on cherche à gagner l'opinion publique en se retrouvant dans d'autres groupes, issus du mouvement ouvrier. Ainsi, la tendance *Redressement* a des liens forts avec plusieurs membres de la CGT qui, de leur côté, sont regroupés autour de la revue *Syndicats* lancée à la fin de l'année 1936 pour contrecarrer l'influence communiste dans la nouvelle CGT récemment réunifiée. Ce sont avant tout des enseignants qui se retrouvent dans les deux regroupements ; l'anticommunisme est lié à d'autres thématiques comme le pacifisme. Mais *Syndicats* a une audience plus large que le simple courant représenté par *Redressement*. Les paul-fauristes se retrouvent également dans le discours de ce courant syndical que dirige René Belin, représentant des postes, et André Delmas, dirigeant du SNI (Syndicat national des instituteurs). Ce camp de la paix continue d'essayer de freiner la guerre, y compris dans les premiers jours de septembre 1939.

En effet, du côté des partisans acharnés de la paix, il demeure une volonté de négociation, avec l'idée de faire un manifeste commun aux militants ouvriers de France, de Belgique et de Grande-Bretagne, afin de sensibiliser le peuple allemand. André Delmas, membre de la SFIO mais surtout secrétaire général du SNI, avec les socialistes Maurice Paz et Fernand Roucayrol, se rend à Bruxelles pour rencontrer Henri de Man, leader des socialistes belges. Ce dernier est plutôt d'accord mais, le lendemain, il explique que le POB (Parti ouvrier belge) veut rester neutre. Le texte est

néanmoins publié mais sous la seule signature de militants syndicalistes. La tribune est publiée dans *Le Populaire*, mais également dans *L'Œuvre* de Marcel Déat : « L'Europe est aujourd'hui au seuil de la guerre. Des millions de vies humaines seraient sacrifiées dans un conflit international où chaque peuple assisterait à la destruction barbare de ses villes et des richesses accumulées par des générations de travailleurs [...]. Dans ces heures de péril, l'opinion ouvrière se doit de maintenir sa tradition toujours vivante d'attachement à la paix [...]. Travailleurs d'Europe, aucun de vous ne peut concevoir la catastrophe sans apporter sa raison et son cœur à la cause de la paix[7]. » Le 1^{er} septembre, plusieurs députés socialistes avec des collègues d'autres familles politiques se rassemblent pour essayer d'agir pour la paix, mais ils avouent être impuissants à l'issue de leur réunion. Une fois la guerre déclarée, une dernière tentative d'affirmer l'idéal pacifiste regroupe des militants de gauche, dont des socialistes : le tract « Paix immédiate » est diffusé à l'initiative d'un militant libertaire Louis Lecoin. Il n'est signé que par quelques socialistes, proches de Ludovic Zoretti, leader de la tendance *Redressement*, mais qui ne se reconnaît déjà plus dans la SFIO.

LA DÉFAITE DES SOCIALISTES, SUIVIE PAR LA DÉFAITE DE LA FRANCE

Un des paradoxes de cette période, en ce qui concerne la SFIO, est que le parti continue d'exister en France, en dépit des oppositions des leaders et de la mobilisation. En province, on constate en particulier que les militants ne perçoivent pas la situation politique tout à fait de la même façon que l'appareil militant parisien. Profondément pacifistes, beaucoup d'entre eux n'en demeurent pas moins antifascistes et très hostiles au nazisme. Dans les réunions de sections qui se déroulent durant ces mois de la drôle de guerre, dans les publications militantes qui continuent d'être diffusées, on peut voir davantage la volonté d'unité des socialistes pour faire face à l'ennemi. Certes, les divisions des tendances sont exprimées, mais jamais avec autant de vigueur que dans les publications nationales. Beaucoup de militants locaux sont, de plus, mobilisés dans l'armée, et ils continuent de garder des liens avec l'arrière, en conciliant leur situation de soldat et de militant. Mais, au fur et à mesure que le temps passe, on peut voir toutefois que les structures partisans s'essouffent et que les signes de découragement apparaissent. Ceux qui sont les plus partisans de la paix se taisent davantage, et ce silence est difficile à interpréter. L'attente de l'offensive armée, la situation paradoxale de cette guerre sans affrontements laissent des traces dans l'opinion et chez les militants. Un grand nombre d'entre eux semblent de plus en plus fatalistes et acceptent l'idée de défaite, voire la souhaitent. Il faut dire que des dignitaires socialistes, comme certains députés, participent à des regroupements avec des membres de l'extrême droite, ou ont des relations avec les autorités allemandes, œuvrant à une conciliation franco-allemande qui ne peut qu'engendrer un défaitisme[8]. Cinq députés de la SFIO (René Brunet, Armand Chouffet, Édouard Froment, Alexandre Rauzy, Paul Rives) ont participé à une initiative rassemblant des députés de tout bord politique afin

de demander le maintien de la paix face à l'Allemagne. Plus grave encore, deux d'entre eux, René Brunet et Alexandre Rauzy, ont des liens avec des responsables nazis, ce qui leur est reproché dans la presse.

Mais, inlassablement, les partisans de Léon Blum tentent *a contrario* de défendre l'idéal socialiste face à l'Allemagne nazie. Des tentatives pour revitaliser la pensée et l'action socialiste voient le jour, mais sans doute trop tard. Ainsi, l'intellectuel et docteur en psychologie Serge Tchakhotine, que l'on surnomme dans le parti « Docteur Flamme », publie, au moment du déclenchement de la guerre, un livre qui passera pour l'heure assez inaperçu en raison du contexte difficile. Dans cet essai, intitulé *Le Viol des foules par la propagande*^[9], Serge Tchakhotine, à partir de son expérience au sein de la social-démocratie allemande, souhaite donner des instruments pour que les socialistes puissent combattre le nazisme et le fascisme. D'autres militants tentent également de construire un socialisme de combat : c'est le cas d'Amédée Dunois et de François Crucy qui lancent au début de l'année 1940 une nouvelle revue socialiste, *La Guerre et la Paix*, qui s'oppose au fascisme et souhaite que la guerre puisse apporter le socialisme en Europe^[10]. On peut également citer le cas de Pierre Brossolette, farouche opposant au nazisme et futur résistant^[11]. Il faut enfin rappeler que beaucoup de socialistes ont participé activement aux offensives armées qui ont suivi la drôle de guerre. C'est le cas d'un député et ancien membre du gouvernement du Front populaire, Léo Lagrange, qui meurt au combat le 9 juin 1940.

À partir du 10 mai 1940, le pays doit affronter l'arrivée des troupes allemandes et, en quelques semaines, la France est défaite, mettant fin à cette période de drôle de guerre. Le Parti socialiste, à l'image du pays, est totalement désorganisé, laissant les militants sans consignes ni ligne de conduite à suivre^[12]. Pourtant, on peut penser que la drôle de guerre a révélé des comportements qui trouvent dans les mois qui suivent des logiques totalement opposées : certains accepteront la présence allemande, d'autres s'y opposeront. Sans pour autant faire preuve de déterminisme *a posteriori*, on peut toutefois relever que la période de la drôle de guerre, souvent aujourd'hui oubliée, permet de mieux comprendre le comportement des uns et des autres dans les mois qui suivront.

[1] Léon Blum, éditorial, *Le Populaire*, 1^{er} octobre 1938. On retrouve les prises de position du leader socialiste durant cette période dans *L'Œuvre de Léon Blum, tome 4, 1937-1940*, Paris, Albin Michel, 1965. Plus largement voir, Frédéric Monier, *Léon Blum. La morale et le pouvoir*, Paris, Armand Colin, 2016.

[2] Sur cette période du point de vue politique, Guy Rossi-Landi, *La Drôle de guerre. La vie politique en France, 2 septembre 1939-10 mai 1940*, Paris, Presses de Sciences Po, 1971. Voir également, Fabrice Grenard, *La Drôle de guerre. L'entrée en guerre des Français, septembre 1939-mai 1940*, Paris, Belin, 2015.

[3] Sur ces questions, voir Richard Gombin, *Les Socialistes et la guerre. La SFIO et la politique étrangère française entre les deux guerres mondiales*, Paris, Mouton, 1970 et Michel Bilis, *Socialistes et pacifistes. L'intenable dilemme des socialistes français, 1933-1939*, Paris, Syros, 1979. La synthèse la plus complète sur le Parti socialiste dans cette période est l'œuvre de B.D. Graham, *Choice and Democratic Order. The French Socialist Party, 1937-1950*, Cambridge, Cambridge University Press, 1994.

[4] Léon Blum, « Une offre de M. Daladier », [Le Populaire, 14 septembre 1939](#).

[5] Annie Kriegel, « Un phénomène de haine fratricide : Léon Blum vu par les communistes », *Le Pain et les Roses. Jalons pour une histoire des socialismes*, Paris, Union Générale d'Éditions, coll. « 10/18 », 1968, p. 391-433.

[6] Plusieurs journaux de tendance naissent dans cette période, comme *Le Pays socialiste* animé par les partisans de Paul Faure, *Agir pour la paix et le socialisme* qui regroupe les socialistes qui souhaitent une politique de fermeté vis-à-vis de l'Allemagne nazie ou encore *Redressement : pour la construction du socialisme et de la paix*, où s'expriment les ultra-pacifistes.

[7] « Un appel aux travailleurs d'Europe », [Le Populaire, 29 août 1939](#). Le texte est également publié dans la revue *Syndicats* de la CGT, le 30 août 1939.

[8] Philippe Burrin, *La Dérive fasciste. Doriot, Déat, Bergery, 1933-1945*, Paris, Seuil, 2003.

[9] Serge Tchakhotine, *Le Viol des foules par la propagande politique*, Paris, Gallimard, 1939.

[10] Voir sur ce point, Jean-Marie Catonné, *Amédée Dunois. De Clamecy à Bergen-Belsen*, Nancy, Arbre bleu, 2016.

[11] Guillaume Piketty, *Pierre Brossolette : un héros en résistance*, Paris, Odile Jacob, 1998.

[12] Marc Sadoun, *Les Socialistes sous l'occupation. Résistance et collaboration*, Paris, Presses de la fondation nationale des sciences politiques, 1982.